



Fédération Nationale de l'Enseignement et de la Culture Force Ouvrière de l'Eure

à l'UD F.O. 17 ter rue de la côte blanche 27 000 Evreux

02 32 33 01 11

fnecfpfo27@gmail.com

Evreux, le 26 septembre 2026

A l'attention de Madame la Rectrice de l'académie de Normandie
Copie à Madame la Directrice académique des services
de l'Education nationale de l'Eure

Objet : rencontres de la défense et de la citoyenneté de l'Eure le 6 octobre à Evreux

Madame la Rectrice,

Cette année encore la délégation militaire départementale de l'Eure organise en collaboration avec le rectorat de Normandie et la DSDEN de l'Eure les rencontres de la défense et de la citoyenneté de l'Eure le 6 octobre à Evreux.

Nous vous avons alertée à la même époque l'année dernière sur le caractère contestable de cette manifestation qui avait conduit les élèves des collèges et lycées d'Evreux à pouvoir manipuler des armes, monter sur les motos de la police, porter des gilets pare-balle, porter un casque de motard ou utiliser des casques de réalité virtuelle. Sur le stand de l'armée de terre les élèves avaient pu tenir un fusil d'assaut et faire semblant de tirer avec. Sur une des photos du site de la DMD27 (retirée depuis) on voyait aussi un militaire tendre un pistolet aux élèves.

La même opération avait eu lieu à Pont-Audemer le 18 novembre 2025. La photo accompagnant l'article du journal Paris Normandie (voir ci-dessous) confirme mes affirmations et ne laisse pas planer de doute sur le genre de propagande que véhicule ce type d'opération.

Cette année encore il s'agit explicitement d'une opération de recrutement. Le site de la police nationale le mentionne clairement : « *Retrouvez des délégués au recrutement qui seront ravis de vous accueillir sur leur stand, de partager leur passion pour leur métier et de répondre à toutes vos questions. La police nationale recrute plus de 12 800 agents en 2026.* »

L'armée et la police ne sont pas les seuls organisateurs de cette manifestation. La préfecture, l'académie de Normandie, le ministère des armées, la police nationale, la Croix-Rouge, les sapeurs-pompiers de l'Eure, le CIRFA, la sécurité civile, etc. y participent également. Mais ce sont l'armée et la police qui en font une opération de recrutement à l'attention des collégiens et des lycéens.

Comme l'année dernière, nous constatons qu'au moment où dans tous les établissements on explique aux personnels que les crédits pédagogiques ont été réduits à peau de chagrin et qu'il va falloir faire des choix difficiles entre les actions pédagogiques prévues, affréter des cars pour cette sortie interroge pour le moins. Le SNFOLC de l'Eure constate que pour organiser de telles sorties, on a su trouver de l'argent. Serait-ce que l'Education nationale a jugé que c'était une priorité ?

L'année dernière, madame la Directrice académique avait répondu à notre courrier en précisant que les choix budgétaires et l'organisation de cette manifestation ne relevaient pas de l'autorité de la DSDEN de l'Eure et que comme toute sortie scolaire elle relevait de l'autonomie et des choix des chefs d'établissement.

Lors de la précédente opération, nos collègues (mais également les parents d'élèves qui s'en étaient ouverts auprès des enseignants de leurs enfants) avaient été choqués que l'on trouve soudain des crédits pour affréter des cars pour ce type de manifestation et que l'on permette aux élèves de manipuler des armes, que l'on banalise les métiers liés aux armes et à la guerre.

L'organisation de ces actions par les établissements scolaires accorde une légitimité pédagogique induite à des actions où les armes sont présentées comme ludiques.

Pour leurs élèves, il va de soi que si leur enseignant les accompagne dans ces « rencontres de la défense et de la citoyenneté » c'est qu'il cautionne ce qui leur est présenté.

Quel peut être l'effet sur ces enfants de pouvoir manier une arme ?

Quel effet peut avoir le caractère récréatif de la manipulation des armes chez des jeunes dont l'esprit critique est tout juste en construction ?

Les enseignants se retrouvent donc associés malgré eux à une opération de recrutement qui ne fait évidemment pas partie de leurs missions ni ne relève de leur enseignement.

Nous le réaffirmons, nous aimerions que les services de l'Etat consacrent autant de moyens financiers à présenter aux élèves les métiers de l'Etat comme ceux de l'Ecole publique et de l'Hôpital public par exemple. Mais force est de constater que ce n'est pas le cas.

Le recrutement dans l'armée et dans la police ne saurait être une priorité de l'éducation nationale. Priver des centaines d'élèves d'heures de cours pour aider l'armée et la police à recruter est un détournement des missions de l'éducation nationale. Pour la FNEC FP-FO27 et les personnels, l'instruction ne saurait se subordonner à la promotion des métiers de la défense.

La FNEC FP-FO27 rappelle que la place de nos élèves est à l'école et non à manier des armes.

Les enseignants ne sauraient être utilisés comme les relais d'une idéologie ni des choix politiques du gouvernement. Le respect de ce principe fait intégralement partie de leur statut de fonctionnaire.

Pour la FNEC FP-FO de l'Eure, il n'est pas question que les collègues participent de près ou de loin à préparer mentalement nos élèves à la guerre, à la banaliser et à les conditionner à porter les armes.

Les fonctionnaires d'Etat ne sauraient se retrouver enfermés dans le rôle de recruteur pour les armées ou la police. Ils ne sont pas au service de la politique du gouvernement mais au service des obligations que leur confère leur statut.

La FNEC FP-FO de l'Eure demande que le rectorat de Normandie et l'inspection académique de l'Eure ne soient pas associés à des opérations de promotion des métiers de la défense et qu'elles garantissent à tout enseignant de pouvoir être dispensé de participer à de telles manifestations qui contredisent son devoir de neutralité, contreviennent à sa mission d'instruction et heurtent les valeurs humanistes et universalistes qu'il porte.

Lors de l'audience que vous nous avez accordée, le lundi 21 septembre dernier, vous avez affirmé que les enseignants ne bénéficiaient pas de « clause de conscience ». Nous entendons protéger les collègues des pressions qui pourraient être exercées sur eux concernant cette journée. C'est pourquoi, afin de couvrir toutes les initiatives que prendraient les personnels, je vous informe que la FNEC FP-FO27 dépose un préavis de grève pour la journée du mardi 6 octobre 2026.

Je vous prie d'agréer, Madame la Rectrice, Madame la Directrice académique, l'assurance de notre profond attachement au service public d'éducation et d'instruction.

Pour la FNEC FP-FO27

Laurent Baussier, secrétaire départemental



en optimisation de coûts.

La découverte du coworking...

Cinq ans plus tard, en novembre 2015, il découvre le coworking « vraiment par hasard ». « Je suis à Rouen, je passe boulevard des Belges devant le Now coworking qui venait

Rodolphe Durand
Gérant de la Filature d'Évreux et de Louviers

C'est ainsi qu'il donne vie à la Filature de Louviers, un espace de coworking « hybride » combinant bureaux privatifs, open space, salles de réunion et espaces événementiels.

des saisons, ou encore des tableaux à gogo... » On a besoin d'être dans des environnements beaux. Je trouve que ça détend les gens et que ça nous rend tous beaucoup plus souriants ! »

... qui change tout

Pour la décoration, sa conjointe Maria, l'accompagne : « On repeint, on

Toutes sortes d'entreprises, « qu'on soit auto-entrepreneur ou une multinationale », sont accueillis dans la Filature d'Évreux et de Louviers. Une personne peut louer un bureau pour une heure, tandis qu'une entreprise peut choisir un bureau résidentiel. Tout est inclus dans le prix : énergie, ménage, accueil... » sauf les

sont installées ici, à Louviers : ça représente 40 % d'économie par rapport à leur budget précédent, et jusqu'à 50 % à Évreux. » Dernière entreprise arrivée en date : Aurélie Coiffure ! Et oui, Rodolphe pense même à rendre beaux les travailleurs de la Filature de Louviers ! ●

**Pont-Audemer****Collégiens et lycéens au cœur des métiers de la Défense**

À l'initiative de Brigitte Dutilloy, correspondante défense de la municipalité de Pont-Audemer, les rencontres de la Défense étaient une nouvelle fois organisées mardi 18 novembre 2025 au parc des sports Alexis Vastine pour 400 jeunes collégiés et lycéens des environs.

« Nous souhaitons être au plus près des territoires même ruraux afin de créer du lien entre la jeunesse et les

institutions nationales comme la gendarmerie, la police, la marine ou l'aviation mais aussi les associations locales à but citoyen comme la réserve communale de sécurité civile » explique le lieutenant-colonel Tessier aux commandes de cette journée.

Les élèves du Collège Pierre et Marie Curie de Pont-Audemer ont ainsi été parmi les premiers à déambuler autour de la vingtaine de stands à leur disposition. Beaucoup se sont notamment arrêtés devant celui du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie, le PSIG, et son étal spectaculaire. « Les jeunes aiment les jeux vidéo avec des armes, normalement ils sont attirés par les nôtres », souligne un gendarme du centre d'information et du recrutement basé à Rouen. « De toutes les

façons, la gendarmerie est un métier qui attire » poursuit-il. Même son de cloche du côté de l'aviation couvrant 13 domaines et représentant 50 métiers. « Durant ce genre de journée, on ne recrute pas vraiment, on évoque simplement en indiquant les formations possibles de la 3ème à bac +5 » précise le responsable de l'armée de l'air. Trois personnes de la nouvelle réserve communale de sécurité civile de Pont-Audemer créée fin 2024 étaient donc aussi présentes pour se faire connaître et expliquer leur mission. Reçu 5 sur 5 au vu de l'intérêt porté l'ensemble des jeunes visiteurs. « C'est super, on découvre vraiment plein de choses qu'on ne connaissait pas », confie l'un d'entre eux. ●

Le stand du Psig et ses armes ont attiré beaucoup de jeunes curieux.



Permanences : du lundi au vendredi (9h-17h)